

Revue d'HISTOIRE CONTEMPORAINE de l'AFRIQUE

Crainte du complot communiste et surveillance des militants français migrant au Maroc à la fin de la guerre du Rif

Stève Bessac-Vaure

Mise en ligne : février 2026

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2026.1005>

Résumé

Au moment de la guerre du Rif, la presse tant métropolitaine que coloniale dénonce avec véhémence un prétendu complot bolchévico-rifain. En France, l'opposition au conflit émane essentiellement du Parti communiste et des organisations qui gravitent autour de lui. Au Maroc, les autorités coloniales françaises perçoivent le communisme comme une idéologie étrangère et subversive, justifiant une surveillance constante des individus considérés comme suspects. Cet article analyse ainsi les difficultés rencontrées par les militants communistes pour structurer une organisation avant la seconde moitié des années 1930. Retraçant les trajectoires de militants ayant migré au Maroc, cet article explique pourquoi ces derniers ne retrouvent pas, de l'autre côté de la Méditerranée, le même environnement sociopolitique dans lequel s'inscrivait leur engagement antérieur et pourquoi leur migration se traduit souvent par une forme de rupture avec leur trajectoire militante.

Mots-clés : empire chérifien ; Maghreb ; protectorat ; empire français ; communisme ; migration ; militant ; guerre du Rif

The fear of communist conspiracy and the surveillance of French activists migrating to Morocco at the end of the Rif War

Abstract

During the Rif War, both the metropolitan and colonial press fiercely denounced a Bolshevik-Riffian conspiracy. In France, opposition to the conflict came mainly from the Communist Party and the organizations within its orbit. These mobilisations followed the instructions of the Communist International, which sought to lead the anti-imperialist struggle. In Morocco, colonial authorities looked communism as a foreign and subversive ideology from which the territory needed to be protected. That justified the constant surveillance of individuals which seemed suspicious. It's also explained the difficulties for the communist activists to organize a militant structure. Another reason lies in the fact that those militants who migrated to Morocco didn't find, on the other side of the Mediterranean Sea, the same sociopolitical environment that had shaped their earlier engagement. As a result, their migration often means a rupture in their militant trajectory.

Keywords: cherifian empire; Maghreb ; protectorate; French empire; communism; migration ; activist; Rif War



Ce document est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution-Non-Commercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0). <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>
<https://oap.unige.ch/journals/rhca> e-ISSN: 2673-7604

Au printemps 1930, le Président du Conseil et ministre de l'Intérieur, André Tardieu, écrit à son homologue André Maginot, ministre de la Guerre, pour l'informer que deux jeunes hommes, qualifiés de « sympathisants communistes », viennent de s'engager au 14^{ème} régiment de Tirailleurs algériens, basé à Taza dans le nord-est du Maroc. Il s'agit de l'ouvrier en parapluies Pierre Dumiel, né le 21 mai 1910 à Laizy, et du manœuvre Joseph Sirugue, né le 8 mai 1911 à Autun. Le premier est décrit comme « de caractère violent, fréquentait assidûment les réunions extrémistes », tandis que le second est présenté comme un « auditeur assidu des réunions communistes »¹. Les deux hommes semblent avoir pu rejoindre leur régiment, tout en ayant été par la suite l'objet d'une surveillance². Ainsi, deux militants communistes de la région d'Autun parviennent à gagner le protectorat français au Maroc, après la guerre du Rif³, grâce, paradoxalement, à l'armée française qu'ils viennent de rejoindre. Aucune trace d'un possible prolongement de leur engagement militant à Taza n'a pu être trouvée dans les archives de la surveillance française.

La politique coloniale des partis de gauche⁴, notamment du parti communiste⁵, a déjà fait l'objet de nombreuses études : certaines sont consacrées à un territoire en particulier, l'Algérie⁶, la Tunisie⁷ mais aussi le Maroc⁸. Dans son ouvrage précurseur consacré aux partis politiques marocains, le politiste Robert Rézette souligne plusieurs éléments qui auraient dû favoriser *a priori* l'implantation du parti communiste dans l'Empire chérifien. Tout d'abord, la forme du parti et les « techniques partisans occidentales » ne sont pas rejetées par les élites marocaines, au contraire, puisqu'elles seraient considérées comme « un stade supérieur d'évolution politique »⁹. De plus, l'absence de libertés publiques (telle que la liberté de réunion) contribue au développement de groupes clandestins, domaine dans lequel le parti communiste excelle du fait de son expérience antérieure. Cependant, dans son étude magistrale dédiée aux relations entre les gauches françaises et le nationalisme marocain, Georges Oved dresse un constat d'échec : le parti communiste est inexistant avant 1935. Dans cet article, nous cherchons à comprendre pourquoi les militants communistes n'arrivent

¹ Service Historique de la Défense (SHD) à Vincennes, 3H248, Lettre confidentielle n° 2774, en date du 19 mars 1930, adressée par le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur au ministre de la Guerre.

² SHD, 3H248, Lettre confidentielle n° 2775, en date du 19 mars 1930, adressée par le Directeur de la Sûreté Générale au Directeur des Services de la Sûreté au Maroc.

³ Ce conflit oppose l'armée espagnole aux tribus rifaines fédérées par Mohammed ben Abdelkrim. Les Rifains cherchent d'abord à s'opposer à l'avancée militaire espagnole puis ils cherchent à se faire reconnaître comme un État indépendant. À cette fin, ils attaquent le protectorat français au printemps 1925. Si Abdelkrim se rend aux Français en mai 1926, la résistance des tribus montagnardes du massif rifain ne prend fin que l'année suivante ; Bessac-Vaure Stève (2016), « La République du Rif (1922-1926) : un État indépendant dans le Maroc colonial ? », dans A. Bererhi (dir.), *Combats démocratiques et affirmation nationale, Algérie (1900-1962)*, Alger, Chihab éditions, pp. 233-241.

⁴ Gasteuil Quentin (2021), « Socialistes français et travaillistes britanniques face aux questions coloniales (1919-1939) : une étude comparée », thèse, Université Paris-Saclay.

⁵ De manière non-exhaustive, nous pouvons renvoyer aux synthèses de Biondi Jean-Pierre et Morin Gilles (1992), *Les anticolonialistes (1881-1962)*, Paris, Robert Laffont ; Liauzu Claude (2010), *Histoire de l'anticolonialisme en France*, Paris, Pluriel ; Sibeud Emmanuelle (2005), « La gauche et l'empire colonial avant 1945 » in J.-J. Becker et G. Candar, *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, pp. 341-355 ; Koulakssis Ahmed (1991), *Le parti socialiste et l'Afrique du nord de Jaurès à Blum*, Paris, Armand Colin ; Blum Françoise, Di Maggio Marco, Siracusano Gabriele et Wolikow Serge (dir.) (2021), *Les partis communistes occidentaux et l'Afrique. Une histoire mineure ?*, Paris, Hémisphères éditions. Il convient également de mentionner l'ouvrage de Aissaoui Rabah (2009), *Immigration and national identity: North African political movements in Colonial and Postcolonial France*, Londres, I.B. Tauris, qui montre en quoi l'immigration en métropole façonne une identité nationale et anticoloniale qui se structure notamment au sein de l'Étoile Nord-Africaine, organisation proche du PC.

⁶ Sivan Emmanuel (1976), *Communisme et nationalisme en Algérie (1920-1962)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques ; Choukroun Jacques (1985), « Le parti communiste en Algérie de 1920 à 1936. Du Congrès de Tours au Front Populaire », thèse, Université d'Aix-en-Provence ; Marangé Céline (2016), « Le Komintern, le Parti communiste français et la cause de l'indépendance algérienne (1926-1930) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 131, pp. 53-70 ; Marynower Claire (2018), *L'Algérie à gauche (1900-1962)*, Paris, PUF ; Ruscio Alain (2019), *Les communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance (1920-1962)*, Paris, La Découverte ; Dreure Eloïse (2022), « Moscou-Paris-Alger, naissance et affirmation du Parti communiste algérien (1920-1939) », thèse, Université Bourgogne-Franche-Comté.

⁷ Nagy Laszlo (1997), « Débuts du communisme en Algérie et en Tunisie : contribution à l'histoire des activités politiques de Charles-André Julien après le Congrès de Tours », *Hespéris Tamuda* (XXXV), pp. 147-152 ; Abassade Élise (2021), « Militantes communistes en Tunisie (1921-1963) », thèse, Université Paris-8.

⁸ Cremadeills Jacques (1975), « Le parti communiste français et le Maroc (1920-1938) », thèse, Université d'Aix-en-Provence ; Oved Georges (1984), *La gauche française et le nationalisme marocain (1905-1955)*, Paris, L'Harmattan, 2 tomes.

⁹ Rézette Robert (1955), *Les partis politiques marocains*, Paris, Armand Colin, p. 2.

pas à développer une organisation structurée avant la deuxième moitié des années 1930, alors qu'ils sont le fer de lance de la contestation contre la guerre du Rif en métropole.

Plusieurs hypothèses – qui ne s'excluent pas les unes les autres – peuvent être avancées pour expliquer la difficile implantation du communisme au Maroc dans les années 1920 : d'une part, la société marocaine demeure largement hostile à une idéologie perçue comme athée ; d'autre part, de nombreux socialistes installés au Maghreb refusent la 8^{ème} condition de l'Internationale qui les obligerait à soutenir les mouvements d'émancipation dans les colonies. Faute de pouvoir rallier suffisamment de personnes résidant déjà au Maroc, l'essor du mouvement communiste dépend alors de l'immigration de militants dans l'Empire chérifien. Si les archives attestent de la venue de militants communistes au Maroc au cours de cette décennie, nous partageons les conclusions de Georges Oved selon lesquelles aucun mouvement structuré ne parvient réellement à voir le jour. Cela nous conduit à formuler plusieurs hypothèses : la surveillance et la répression policières auraient-elles étouffé toute tentative d'organisation ? S'agit-il d'une autocensure de la part de militants se sachant surveillés ? Dans ce cas, cela signifierait que les migrants affiliés à une organisation communiste ne se rendraient pas au Maroc pour mettre en œuvre la 8^{ème} condition de l'Internationale communiste. Ils migreraient alors dans l'Empire chérifien pour d'autres motifs, personnels ou professionnels, ne voyant d'ailleurs pas de contradiction entre leurs idées politiques et leur nouveau statut de colon. Enfin, la migration pourrait être considérée comme une rupture militante¹⁰.

Nous n'analyserons pas ici les flux de militants d'un point de vue quantitatif mais privilégierons une approche biographique. Il ne s'agit donc pas de suivre la trace de tous les individus « suspectés »¹¹ d'être communistes par les acteurs du maintien de l'ordre. À défaut de sources émanant des militants ciblés par les sources de la surveillance¹², nous nous appuyons sur ces dernières pour essayer de sonder la manière dont les militants communistes vivent leur migration : se rendent-ils au Maroc afin d'y faire de la « propagande communiste », maintenant ainsi un lien avec leurs pratiques métropolitaines, ou bien le déplacement physique, auquel s'ajoute une modification de l'environnement social, constitue-t-il une rupture dans l'engagement militant ? Ce questionnement s'appuie sur une analyse des sources de la surveillance coloniale, autant pour comprendre le parcours des militants que pour saisir les logiques et les craintes des autorités coloniales. Ces sources, de natures diverses, sont regroupées et centralisées au sein des archives du Cabinet militaire de la Résidence générale à Rabat¹³ autour de leur thématique commune : la lutte contre le communisme. Il s'agit de correspondances à l'échelle ministérielle, entre les ministères français de l'Intérieur, de la Guerre et des Affaires étrangères ainsi qu'avec la Résidence générale à Rabat ; mais aussi de courriers échangés entre les services métropolitains et nord-africains chargés de la surveillance des activités et des personnes considérées comme une menace à l'ordre public, à l'instar du Service de la Sûreté Générale rattaché au ministère de l'Intérieur, du Service de la Sécurité générale du Protectorat, ou encore du Service des Renseignements d'Afrique du Nord, service militaire basé à Alger. Nous disposons également de documents internes aux services de la surveillance au Maroc, comme les courriers adressés par les Commissaires de police, chefs de la Sûreté régionale, aux services centraux (Direction de la Sécurité Générale à Rabat ou au Cabinet militaire du Résident) et des dossiers produits par cette même Direction de la Sécurité générale, l'équivalent de la Sûreté générale métropolitaine, en charge du renseignement intérieur. Ces documents montrent des échanges d'informations réguliers entre la métropole et les espaces coloniaux, mais aussi entre les différents acteurs chargés du maintien de l'ordre, tels que la police et l'armée.

Les sources de la surveillance sont biaisées, traversées d'une sorte de paranoïa, exagérant la réalité de l'implantation communiste afin de grossir le danger potentiel que cette idéologie, et ses militants, pourraient représenter pour l'ordre colonial. Cependant, cette crainte du complot communiste n'est pas sans effet, conduisant les acteurs du maintien de l'ordre à traquer les individus considérés comme des dissidents en

¹⁰ Rosental Paul-André (1990), « Maintien/rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations », *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, 45(6), pp. 1403-1431.

¹¹ Bollenot Vincent (2025), « *Signalé comme suspect* ». *La surveillance coloniale en France (1915-1945)*, Paris, CNRS éditions. Sur la question du renseignement en situation coloniale, voir Thomas Martin (2008), *Empires of intelligence. Security services and Colonial disorder after 1914*, Berkeley, University of California Press.

¹² En effet, cette étude repose sur des sources policières qui mériteraient d'être complétées par des documents émanant des militants ou de leurs organisations. Une consultation du fonds Moscou aux archives nationales françaises pourrait être utile afin de retrouver, éventuellement, les fiches biographiques de militants. Pour combler cette lacune et éviter les biais de source, nous avons eu recours aux notices biographiques publiées dans le *Maitron. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social*, notices qui sont parfois rédigées à partir dudit fonds.

¹³ Ces archives sont conservées au Service Historique de la Défense (SHD) à Vincennes.

puissance. Ainsi, des problèmes de qualification par les sources issues des services de surveillance se posent. Un dénommé « Paulino Diaz » est décrit comme un agent de Moscou. Or, grâce à ses mémoires¹⁴, nous savons que Paulino Díez se rattache plutôt à l'anarchosindicalisme¹⁵, courant politique peu familier aux acteurs de la surveillance, d'où la confusion. Par ailleurs, les archives policières ne permettent pas de saisir des trajectoires suffisamment continues, ne proposant au contraire que des morceaux de vie, souvent évanescents et énigmatiques.

Nous verrons d'abord que le communisme est considéré par les autorités coloniales comme un élément dangereux et exogène dont il faudrait préserver l'Empire chérifien, ce qui conduit ensuite les acteurs du maintien de l'ordre à opérer une étroite surveillance sur les migrants suspectés d'être communistes.

La méfiance des autorités françaises à l'égard du communisme

Dans son édition du 24 juin 1925¹⁶, *Le Matin*, un des quotidiens français les plus importants de la première moitié du XX^e siècle et journal foncièrement anticommuniste¹⁷, relaie les propos du président du Conseil, Paul Painlevé, évoquant un complot communiste au Maroc, dans le contexte de la guerre du Rif (1921-1926)¹⁸. Ce *topos* de la presse conservatrice métropolitaine voit la main de Moscou tenant le fusil d'Abdelkrim. La presse coloniale n'est pas en reste : Jean Renaud, ancien officier ayant exercé en Indochine devient ensuite directeur de *La Presse Marocaine* puis, dans les années 1920, de l'agence Havas au Maroc. Il informe régulièrement les autorités coloniales d'un prochain complot communiste¹⁹.

Ce discours devient plus véhément à partir du printemps 1925, lorsque le protectorat français est directement attaqué par les troupes rifaines. L'historiographie fait fréquemment débiter la guerre du Rif à l'été 1921²⁰ avec, entre autres, le « désastre d'Anoual » au cours duquel l'armée espagnole – qui cherche à « pacifier » la région montagneuse du Rif, dans la zone qui lui est octroyée par les traités internationaux au nord du Maroc –, subit une cinglante défaite causant la mort de plusieurs milliers de soldats.

L'idée d'une menace communiste se prolonge après le conflit. Ainsi, en mai 1927, un article du *Matin* « colporte [...] le bruit que des réunions communistes auraient été autorisées au Maroc [...] en particulier à Fez²¹ ». Les autorités militaires du protectorat infirment pourtant ces propos. Il ne s'agit cependant pas de nier une réalité qui les aurait gênées politiquement ou qui aurait souligné leur propre défaillance dans leur mission d'assurer la sécurité du protectorat, l'auteur de la note montrant, au contraire, une certaine affinité avec les auteurs de cette rumeur : « Sans doute, certains journalistes ont-ils dénoncé peut-être trop bruyamment le péril communiste en zone française, mais les articles qui ont paru à ce sujet émanaient de polémistes dont la passion était au moins égale au talent²² ».

Ce fantasme est le produit des craintes et stratégies des milieux de droite pour lutter contre leur principal adversaire politique : le communisme. Mais il est aussi la conséquence de l'activisme du Parti Communiste-SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste) contre le conflit qui secoue le nord du Maroc²³.

¹⁴ Díez Paulino (1976), *Memorias de un anarcosindicalista de acción*, Barcelona, Bellaterra (1^{re} édition au Venezuela : 1976).

¹⁵ Galián Laura (2021), *Colonialism, Transnationalism, and Anarchism in the South of the Mediterranean*, New York, Palgrave Mac-Millan.

¹⁶ « Les interpellations à la Chambre sur les événements du Maroc », *Le Matin*, 24 juin 1925, p. 1.

¹⁷ Pinsolle Dominique (2012), *Le Matin (1884-1944). Une presse d'argent et de chantage*, Rennes, PUR, pp. 211-215 notamment.

¹⁸ Monier Frédéric (1995), « L'apparition du complot communiste en France (1920-1932) : le pouvoir d'État et l'opinion publique face à la Section Française de l'Internationale Communiste dans les années vingt », thèse, Université Paris X Nanterre.

¹⁹ SHD, 3H248, Dossier « Renseignements Jean Renaud ». Oved Georges (1984), *La gauche française et le nationalisme marocain (1905-1955)*, tome 1, Paris, L'Harmattan, p. 187.

²⁰ Sur ce conflit, voir notamment Ayache Germain (1996), *La guerre du Rif*, Paris, L'Harmattan ou plus récemment Courcelle-Labrousse Vincent et Marmié Nicolas (2008), *La guerre du Rif, Maroc (1921-1926)*, Paris, Tallandier. Plus récemment s'est tenu un colloque à Aix-en-Provence dont les actes ont été publiés dans *20&21. Revue d'histoire*, voir notamment Dusserre Aurélia et Marly Mathieu (2023), « La guerre du Rif. Histoire connectée, mémoires divergentes (1921-2021) », *20&21. Revue d'histoire*, 158, pp. 3-19.

²¹ SHD, 3H248, Télégramme n° 184 du Ministère des Affaires étrangères au Résident Général au Maroc, à 17h40 le 31 mai 1927.

²² SHD, 3H248, « Note » de huit pages, sans titre et anonyme, produite par le Service de la Sécurité générale, en date de juillet 1927 (précision manuscrite au crayon rouge, visiblement de l'archiviste). Cette note cherche à faire la synthèse sur la constitution d'une éventuelle cellule communiste à Casablanca. Elle est accompagnée de 31 pièces-jointes, plus ou moins éparpillées dans le carton 3H248.

²³ Bessac-Vaure Stève (2020), « 1926. Le combat anticolonialiste face à la guerre du Rif », in G. Roubaud-Quashie (dir.), *100 ans de parti communiste français*, Paris, Éditions du Cherche-Midi, pp. 16-17.

En effet, l'opposition à la guerre du Rif émane essentiellement de ce parti et des organisations situées dans son sillage, à l'instar de la CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire)²⁴. Dès septembre 1924, alors que le conflit reste cantonné à la zone espagnole, le PC-SFIC prend publiquement position en faveur de Mohamed ben Abdelkrim el Khattabi, le chef rifain. Quelques mois plus tard, le 4 février 1925, les députés du groupe parlementaire « Ouvriers et paysans » votent contre les crédits militaires destinés au Maroc. L'acmé de l'opposition à la guerre du Rif se situe à l'automne 1925, lorsque le parti décide d'organiser une grève générale contre le conflit (12 octobre 1925). Ces différentes mobilisations suivent les instructions de l'Internationale communiste qui entend prendre la tête du combat anti-impérialiste²⁵. En revanche, on trouve peu de traces archivistiques concernant la propagande anticoloniale ou antimilitariste au Maroc durant le conflit. Georges Oved propose deux explications : d'une part, la répression effectuée par les autorités coloniales empêcherait de mener des actions dans le protectorat et, d'autre part, de nombreux militants socialistes ou communistes vivant au Maghreb se montrent réservés à l'égard de la huitième condition de l'Internationale communiste.

Georges Oved parle alors de « mythe » du complot bolchévique : récit imaginaire selon lequel les ennemis de la France se coaliseraient pour nuire à la puissance hexagonale, en infiltrant notamment l'armée coloniale, afin de favoriser un soulèvement révolutionnaire aux ordres de Moscou et soutenu – de manière tout à fait saugrenue – par l'Allemagne vaincue. Toute influence politique extérieure est perçue par les autorités coloniales, qu'elles soient françaises ou espagnoles, comme une menace à leur domination. Ainsi, les puissances étrangères sont régulièrement accusées, souvent à tort, d'opérer en territoire marocain.

L'historien français montre bien que ce mythe a pour objectif de promouvoir et de pérenniser une législation d'exception, visant en particulier les citoyens français. Ainsi, une circulaire du ministre de l'Intérieur, l'ancien gouverneur général d'Indochine et ancien ministre des Colonies, Albert Sarraut, invite les préfets à ne délivrer des passeports à destination du Maroc qu'« avec la plus grande circonspection²⁶ ». Le mythe du complot communiste a donc pour conséquence de limiter les circulations à destination de l'Empire chérifien. Il conduit, à l'inverse, à l'expulsion des ressortissants français et étrangers – au sens de pays tiers – qui chercheraient à structurer un embryon d'organisation communiste au Maroc. En effet, suite à la découverte de tracts demandant l'évacuation du Maroc par l'armée française, trois Français soupçonnés de les avoir diffusés subissent une mesure d'éloignement du protectorat le 30 mai 1925. Un quatrième est également expulsé peu après²⁷. En avril 1926, lors du comité central du PCF, Jacques Doriot, alors secrétaire des Jeunesses communistes, constate qu'il n'y a « aucune force du parti²⁸ » au Maroc en raison, selon lui, de l'expulsion des militants communistes l'année précédente.

En agissant sur les flux migratoires, les autorités coloniales françaises cherchent donc à prévenir une éventuelle contagion révolutionnaire, à éviter la venue et l'installation de militants communistes ainsi que la circulation d'idées – et de leur traduction matérielle dans des livres, brochures ou tracts, eux aussi interdits d'entrée sur le territoire chérifien.

²⁴ Ruscio Alain (2005), « 12 octobre 1925 : grève générale contre la Guerre du Rif », *Les cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 94, pp. 6-11.

²⁵ Hadhri Mohieddine (1985), *L'URSS et le Maghreb*, L'Harmattan, Paris.

²⁶ Cité par Oved G., *La gauche française...*, *op. cit.*, tome 1, p. 187. Plus globalement sur le mythe du complot bolchévique et ses fonctions, voir le chapitre 4.

²⁷ Il s'agit d'un dessinateur aux chemins de fer dénommé Alamy, de l'imprimeur Pinet et de Pierre Celor. Penner Claude, « Biographie de Pierre Celor », Maitron, 2010, URL : CELOR Pierre, Louis, Joseph, Jean. Pseudonymes : DIGARD Étienne, GRENET, (...) - Maitron), consulté le 8 octobre 2025. Le quatrième est Edmond Taddei, fonctionnaire des impôts. Sur cette affaire, voir Oved G., *La gauche française...*, *op. cit.*, tome 1, p. 154.

²⁸ Cité par Oved G., *La gauche française...*, *op. cit.*, tome 1, p. 155. En 1921, les autorités coloniales recensent 48 786 Français dans les régions soumises à leur autorité. À la fin de la guerre du Rif, en 1926, elles en dénombrent 71 830 soit un taux de variation de 47 %. Les migrations sont donc importantes à cette époque en dépit du conflit. Cela s'explique par l'élargissement des zones « pacifiées » et par la pérennisation de la présence coloniale. Cependant, les populations françaises restent majoritairement concentrées sur le littoral et dans les villes. Pour les chiffres avancés, voir Archives du ministère des Affaires Étrangères (AMAE)-La Courneuve, Correspondance Politique et Commerciale (CPC), Maroc (M), 373, recensements.

Le communisme, un élément exogène à l'Empire chérifien ?

Une note du Service de la Sécurité générale, consacrée à la surveillance des activités communistes et datant vraisemblablement de juillet 1927²⁹, quelques mois après la fin de la guerre du Rif, évoque la constitution d'une « première cellule communiste » à Casablanca³⁰. Nous ne revenons pas ici sur la fiabilité de cette information, Georges Oved ayant déjà souligné qu'il s'agit davantage d'un groupement socialiste que communiste³¹. En revanche, il est intéressant de noter que, tout de suite après la mention de l'existence d'une première organisation communiste, l'auteur anonyme du rapport précise que « l'initiative en est due à un israélite ottoman dont la famille est originaire d'Allemagne, [...] le nommé Schulmann Zeydi³² ». Une certaine confusion semble exister sur l'identité de celui-ci, comme le prouve l'existence d'un dossier intitulé « Spielmann, Alias Schelmann, Alias Schulman Zeydi³³ ». Dès lors, à l'instar des archives de la surveillance policière, nous pouvons nous interroger sur l'identité de ce prétendu organisateur communiste : s'agit-il du journaliste Victor Spielmann ou de l'entrepreneur en meubles Zeyde Schulmann ?

Victor Spielmann naît en Alsace en 1866. Il serait arrivé en Algérie vers l'âge de onze ans. Il commence à travailler dans l'agriculture puis devient journaliste. Vers les années 1910, il se lance en politique, défendant des idées progressistes. Cependant, d'après la note de renseignement transmise par le capitaine Vanlande, il se fait surtout remarquer de l'administration française en collaborant au journal *Islam*, pour la défense des populations algériennes, puis en devenant le conseiller de l'émir Khaled (1875-1936)³⁴ au sein du journal *Ikdam*, après la Grande Guerre. Il participe à d'autres périodiques, tel que *La lutte sociale*. En 1925, poursuivi et jugé pour propagande révolutionnaire, il est finalement acquitté³⁵.

Zeyde Schulmann, quant à lui, est né en 1890 à Haïfa sous domination ottomane. Il se serait rendu à Paris en 1906 où il aurait exercé comme « Schohet » (sacrificateur rituel juif) avant de se rendre à Casablanca en 1913. Après avoir vécu chichement, il monte une entreprise de meubles « Au Palais du Mobilier » qui lui permet de faire fortune. Polyglotte, il est « en relation avec les organisations juives de Paris » et sert de référence aux Juifs d'Europe centrale et orientale qui demandent un visa pour le Maroc. Il semble « s'occuper de sionisme³⁶ » et se met alors à collectionner les œuvres d'art juives d'Afrique du Nord dont il fait don, plus tard, au Musée d'Israël.

Les services de sécurité du protectorat n'ayant pas trouvé trace de Victor Spielmann à Casablanca, la note de juillet 1927 semble opter pour Zeyde Schulmann, bien connu dans la cité marocaine, même si le courrier du Commissaire Divisionnaire de Casablanca du 6 avril précédent souligne que « Schulmann ne fréquente pas les communistes français de Casablanca ». L'analyse de l'identité de l'instigateur de cet embryon communiste confirme la thèse de Georges Oved selon laquelle se crée de toutes pièces un « mythe du complot communiste ». Cependant, ce qui nous intéresse davantage ici est le portrait-type du communiste, esquissé sous les traits de l'extériorité absolue : juif dans un pays majoritairement musulman, sujet ottoman

²⁹ Voir note 21.

³⁰ SHD, 3H248, Note, sans titre et anonyme, produite par le Service de la Sécurité générale, en date de juillet 1927.

³¹ En effet, plusieurs membres de premier plan de ce groupe dont Michel Antonelli qui serait à la tête de la cellule et Carette-Bouvet, directeur du journal *Le Cri Marocain*, sont adhérents de la SFIO et entretiennent des relations avec la direction et des figures de proue (Pierre Renaudel, Jean Longuet) du parti à Paris. Oved G., *La gauche française...*, op. cit., tome 1, p.156.

³² SHD, 3H248, Note, sans titre et anonyme, produite par le Service de la Sécurité générale, en date de juillet 1927.

³³ Ce dossier se trouve au Service Historique de la Défense à Vincennes et comprend notamment un courrier « secret » en date du 15 avril 1927, adressé par le capitaine Vanlande, chef du S.R.A.N. [Service des Renseignements d'Afrique du Nord] à Alger, au Général Mougin, Chef du Cabinet militaire de la Résidence générale à Rabat, accompagné de la note de renseignement dressant le portrait de Victor Spielmann ; un courrier « confidentiel » n° 9554, en date du 2 mai 1927, adressé par le Commissaire Divisionnaire, Chef de la Sûreté Régionale de Casablanca, au Général Mougin ; un courrier « secret » n° 7469, en date du 6 avril 1927, adressé par le Commissaire Divisionnaire, Chef de la Sûreté Régionale de Casablanca, au Général Mougin.

³⁴ Petit-fils d'Abd el-Kader, il devient « officier indigène » après avoir fait ses études à Saint-Cyr. Il participe à plusieurs campagnes militaires, s'illustrant notamment au cours de la Grande Guerre. En 1919, il devient le chef de file des Jeunes Algériens, réclamant une meilleure représentation civique des Algériens. Voir, entre autres, Liauzu Claude (dir.) (2007), *Dictionnaire de la colonisation française*, Paris, Larousse, p. 394.

³⁵ Gallissot René (2014), « Biographie de Victor Spielmann », Maitron, URL : SPIELMANN Victor [Dictionnaire Algérie] - Maitron et SHD, 3H248, Note de renseignement adressée le capitaine Vanlande, chef du S.R.A.N. à Alger, au Général Mougin, Chef du Cabinet militaire de la Résidence générale à Rabat.

³⁶ SHD, 3H248, courrier « secret » n° 7469, en date du 6 avril 1927, déjà cité. Zeyde Schulmann réalise également des photographies du Maroc à l'époque coloniale, ce qui donne lieu à une exposition à la Maison de la Photographie de Marrakech.

dans l'Empire chérifien – seul territoire islamique d'Afrique du Nord à ne pas avoir été soumis à l'autorité de la Sublime Porte –, et d'origine allemande dans un protectorat français.

La cellule communiste de Casablanca, centre urbain où se trouve le plus grand nombre de colons, serait composée de huit hommes – aucune femme ne figure dans cette liste – qui se réuniraient au « Café Colonial » de cette grande ville littorale. Parmi eux, deux ont une marque d'altérité aux yeux des services français : Moïse Perez, qualifié d'« israélite-marocain³⁷ », employé de Schulmann et d'autant plus dangereux qu'il pourrait servir de pont avec la population locale, étant marocain, bien que d'une confession minoritaire. Le second est Charles von Salomon « né en Angleterre³⁸ », ressortissant d'un pays qui n'a pas renoncé à ses capitulations³⁹ et individu sur lequel les autorités françaises n'ont donc pas de prise. De plus, les sujets ou protégés britanniques sont souvent suspectés de faire entrer de la presse communiste ou anticoloniale par le biais de la poste anglaise, qui n'est pas contrôlée. L'onomastique suggère par ailleurs que les agents du Service de la Sécurité générale font preuve d'antisémitisme, en adhérant à la théorie du complot judéo-bolchévique.

Parmi les sympathisants – le second cercle – figurent d'autres individus considérés comme exogènes au Maroc et au protectorat français, soit que leur nom soit à connotation étrangère (« Georges Sanissov »), soit qu'ils soient clairement identifiés comme étrangers à l'instar de « Gimenez y Montesino, espagnol ». La liste mentionne également un « Guetsch ben Simon, israélite-algérien⁴⁰ » qui, bien que probablement citoyen français depuis le décret Crémieux de 1870, fait figure de repoussoir, les autorités du protectorat cherchant, depuis Lyautey, à s'ériger en contre-modèle de l'Algérie française et en garant de l'islam.

À côté de ces individus considérés comme des étrangers se trouvent des socialistes et des ouvriers contestataires. Carette-Bouvet est à la tête du *Cri Marocain*, journal qui, en 1926, autrement dit l'année précédant la note, s'en est pris violemment au général Freydenberg, commandant la région de Meknès⁴¹. Le second socialiste, Michel Antonelli, est le cousin du député socialiste de Haute-Savoie Étienne Antonelli. Il est surtout connu par les autorités du protectorat pour avoir été arrêté au moment de la manifestation qui se déroule devant le consulat des États-Unis à Casablanca, en juillet 1927, afin de protester contre l'exécution aux États-Unis des anarchistes italiens Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti⁴². D'autres membres du groupe ont des profils explicitement subversifs à l'instar d'Albert Colin et de Jacques Pardini, deux ouvriers de la Centrale thermique qui ont « pris une part active à la dernière grève des ouvriers de cette entreprise⁴³ ».

La composition de la soi-disant première cellule communiste à Casablanca nous renseigne donc sur les craintes des autorités coloniales françaises, qui redoutent à la fois l'implication d'individus engagés dans des mouvements sociaux revendicatifs et celle des socialistes contestataires, perçus comme susceptibles d'évoluer vers le communisme. Elles craignent également les individus considérés comme exogènes, selon un critère national ou religieux, le communisme étant perçu comme une doctrine exogène à l'Empire chérifien et au protectorat français et plus particulièrement répandue par des Juifs.

La même note mentionne comme « hypothèse » la constitution d'une autre cellule communiste à Marrakech, tout en étant moins prolixe sur sa composition et en précisant que « ni lui [Faurié, un instituteur qui professe des idées socialistes avancées] ni son groupe très réduit d'admirateurs, ne sont actuellement à craindre⁴⁴ ». Dans la capitale du sud également, le danger semble venir de l'extérieur mais sans lien apparent avec la III^e Internationale : « Ceux qui doivent retenir l'attention à Marrakech, ce sont quelques musulmans

³⁷ SHD, 3H248, Note, sans titre et anonyme, produite par le Service de la Sécurité générale, en date de juillet 1927.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Ces accords diplomatiques, antérieurs à l'établissement des protectorats, sont signés entre l'Empire chérifien et de nombreuses puissances occidentales. Ils permettent aux ressortissants de ces dernières puissances de bénéficier d'avantages commerciaux, fiscaux et juridiques au Maroc, grâce au statut de « protégés ». Après l'établissement du protectorat français, la majorité des puissances occidentales renonce aux capitulations, ce qui n'est pas le cas de la Grande-Bretagne.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Sur l'affaire Carette-Bouvet, voir Oved G., *La gauche française...*, op. cit., tome 1, p. 189.

⁴² Oved Georges « Biographie de Michel Antonelli », *Maitron*, 2010, URL : ANTONELLI Michel - Maitron. (consulté le 8 octobre 2025).

⁴³ SHD, 3H248, Note, sans titre et anonyme, produite par le Service de la Sécurité générale, en date de juillet 1927.

⁴⁴ *Ibid.*

étrangers au Maroc, les uns affiliés au parti destourien de Tunisie⁴⁵, d'autres prêts à agir pour l'indépendance de l'Égypte⁴⁶. D'autres enfin, désireux de voir cesser le mandat de la France en Syrie⁴⁷. »

L'auteur de la note, par ailleurs loquace sur l'identité des personnes considérées comme subversives et à surveiller, dresse d'ailleurs un tableau des peurs de l'administration française que le portrait de réelles menaces politiques. En tout état de cause, le constat que la menace – communiste et/ou panislamique – proviendrait de l'extérieur justifie à elle seule une surveillance des flux migratoires, ce qui prouve que les acteurs du maintien de l'ordre croient, au moins partiellement et pour certains, à l'idée selon laquelle le danger est nécessairement exogène.

Des migrations sous surveillance

La crainte d'un complot communiste justifie donc, aux yeux des autorités coloniales, de surveiller plus particulièrement les individus jugés comme potentiellement dangereux et souhaitant se rendre, voire s'installer, au Maroc. Le contrôle des déplacements peut advenir à plusieurs moments. Lors de la demande de passeports depuis la France pour le Maroc, l'identité du requérant est examinée. Si ce dernier semble pouvoir constituer une éventuelle menace pour la présence française au Maroc, le passeport peut lui être refusé par l'administration française. Ce cas de figure semble cependant extrêmement rare, puisqu'une militante comme Léo Wanner en obtient un pour faire une tournée en Afrique du Nord en 1933⁴⁸. Née Léonie Berger, elle adhéra d'abord à la SFIO en 1925 avant de se rapprocher du PCF. Elle est décrite comme « une sympathisante du parti communiste⁴⁹ » militant activement au sein de la Ligue française contre l'impérialisme et l'oppression coloniale⁵⁰, ce qui ne l'empêche pas de se rendre au Maroc. Elle parcourt même la zone française, recueillant des informations – notamment sur la propagande catholique ou sur la justice indigène – et donne une conférence à Casablanca. Au cours de celle-ci, elle dresse un tableau de la situation politique du Maroc. Elle publie des comptes-rendus de son voyage dans *L'Humanité* et *Le Front mondial* avant de poursuivre son périple maghrébin en se rendant en Tunisie d'où elle est refoulée, à la différence du Maroc. Les autorités coloniales ont probablement autorisé son séjour dans le protectorat afin de pouvoir mieux suivre ses activités et surveiller ses interlocuteurs⁵¹.

Les refoulements semblent plus nombreux entre les différents territoires maghrébins qu'entre la métropole et l'Afrique du Nord. Ainsi, nous avons la trace d'un dénommé Henri Roger Henriet, refoulé en Algérie par la police d'Oujda, le 5 août 1927, en raison de son appartenance aux Jeunesses communistes⁵².

Plutôt que de bloquer les militants jugés subversifs, les forces de l'ordre préfèrent parfois les surveiller en mettant en place une filature, qui s'appuie sur des indicateurs. Il est difficile de savoir si cela constitue pour eux une activité temporaire ou une tâche permanente. Un courrier du Commissaire adjoint Durand de Casablanca permet de saisir le déroulement de la filature tout au long de la migration, d'un continent à l'autre, à travers les mers⁵³. À l'arrivée des paquebots dans le port de Casablanca, principale porte d'entrée du Maroc depuis la France, un agent du Service de la Sécurité générale – l'agent Fournies dans le présent

⁴⁵ En 1920 est fondé le parti Destour qui, comme son nom l'indique, réclame une constitution et critique la tutelle française ; Bessis Sophie (2019), *Histoire de la Tunisie : de Carthage à nos jours*, Paris, Tallandier, p. 296 et suivantes.

⁴⁶ En 1922, la Grande-Bretagne accorde officiellement l'indépendance à l'Égypte mais cela reste uniquement formel. L'auteur de la note semble viser ici les partisans du Wafd, mouvement nationaliste mené par Zaghloul ; Gayffier-Bonneville Anne-Claire de (2016), *Histoire de l'Égypte moderne. L'éveil d'une nation (XIXe-XXIe siècle)*, Paris, Flammarion.

⁴⁷ La Société des Nations fondée au lendemain de la Grande Guerre octroie à la France un mandat sur la Syrie et le Liban. Cette tutelle est remise en question par les Syriens au milieu des années 1920, ce qui se traduit par d'intenses bombardements français sur la Syrie en 1925. SHD, 3H248, Note, sans titre et anonyme, produite par le Service de la Sécurité générale, en date de juillet 1927.

⁴⁸ Hornischer Theresa (2018), « Léo Wanner : une Française des années 1920 et 1930 bien dérangeante », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 129-130, pp. 60-63 ; Oved Georges et Dreyfus Michel (2015), « Biographie de Léo Wanner », Maitron, URL : WAN-NER Léo née BERGER Léonie - Maitron. (consulté le 8 octobre 2025).

⁴⁹ SHD, 3H248, Note confidentielle en date du 20 septembre 1934.

⁵⁰ Louro Michele (2020) (ed.), *League against imperialism: lives and afterlives*, Chicago, Chicago University Press.

⁵¹ Cependant, pour étayer cette hypothèse, nous n'avons pas trouvé dans les archives de listes des personnes qu'elle a rencontrées ou qui sont venues assister à sa conférence.

⁵² SHD, 3H248, Courrier en date du 19 novembre 1927, adressé au Chef du Cabinet militaire de la Résidence générale par le Secrétaire général du Protectorat.

⁵³ SHD, 3H248, Courrier en date du 27 juillet 1925, adressé au Directeur de la Sécurité Générale par le Commissaire Adjoint de Casablanca, Durand.

document –, se rend sur les embarcations – ici sur le *Volubilis* –, afin de recueillir le nom des passagers. À cette occasion, le maître d'hôtel des 1^{ère} classes l'informe qu'un individu dénommé Edmond Achour lui a été signalé par l'Inspecteur de la Sûreté de Bordeaux, ville de départ du paquebot, comme « pouvant faire partie d'une association communiste⁵⁴ ». Né en 1898 à Batna en Algérie, résidant depuis à Paris, il a déclaré rejoindre l'État-Major du maréchal Lyautey pour accomplir une mission d'études. Compte tenu du motif déclaré de son voyage, il devrait être connu des services du Protectorat. Son registre matricule, qui n'évoque aucune punition pour propagande communiste, mentionne en revanche qu'il est réformé en 1920 pour « déséquilibre mental à tendances impulsives⁵⁵ ». À bord, l'employé de la compagnie maritime note les fréquentations du suspect. Celles-ci sont à leur tour surveillées. Il s'agit d'Émile Jules Salle, né à Paris en 1903, reporter-photographe qui se rend également à la Résidence générale à Rabat, et de Renée Château, dactylographe parisienne qui rend visite à un colon à Mechra bel Ksiri. La suspicion semble se confirmer puisque « ces trois passagers auraient tenu des propos désobligeants à l'égard de la France⁵⁶ ». Le conditionnel employé par le commissaire adjoint ainsi que l'absence d'énoncés précis – alors que chaque propos potentiellement subversif est par ailleurs scrupuleusement noté –, laisse penser à une menace peu dangereuse. Cette surveillance leur vaut toutefois une visite « minutieuse » de leurs bagages à l'arrivée : « rien de suspect n'y a été découvert⁵⁷ » conclut le commissaire divisionnaire, déçu. La filature ne s'arrête pas pour autant, Émile Salle étant encore surveillé lors de son arrivée à Rabat⁵⁸.

Si le contrôle des bagages est probablement fréquent, en revanche nous n'avons pas trouvé de traces d'inventaire des bagages des militants. Nul doute pourtant que si les bagages fouillés avaient recelé du matériel de propagande, les archives le mentionneraient. En février 1928, la perquisition qui a lieu chez Jean Armengaud, commis auxiliaire des Travaux publics accusé de diffuser un tract communiste, donne lieu à la liste exhaustive du matériel de propagande qu'il a en sa possession⁵⁹. Ainsi, les migrants identifiés comme communistes semblent voyager majoritairement sans brochures, sans livres ou tracts militants, ce qui semble dénoter une rupture avec leur engagement politique antérieur, de quelque nature qu'il soit.

Le contrôle des militants se fait donc en amont, pendant, et en aval du déplacement, et ce sur un laps de temps plus ou moins long, difficilement quantifiable à partir de la documentation disponible. Cette surveillance est essentiellement l'œuvre des services de la police locale qui reçoit des informations à la fois du ministère des Affaires étrangères (délivrance de passeports pour le Maroc) mais aussi du ministère de l'Intérieur, par le biais de la Sûreté Générale de la Métropole, ainsi que du ministère de la Guerre, via l'État-Major du Commandement Supérieur au Maroc qui centralise les informations venant de France au sujet des recrues suspectées d'être communistes⁶⁰. Dans ce dernier cas, la surveillance des jeunes soldats se fait en coordination entre les services de Sûreté des garnisons et la police lorsque les recrues sont à l'extérieur. Selon ces sources, peu de militants communistes ou jugés potentiellement subversifs se rendent au Maroc. Ainsi, le rapport précise : « Nous n'avons pas eu l'occasion d'être saisis par le Service de la Sûreté Générale de la Métropole de renseignements concernant le passage ou l'installation en zone française de communistes connus en France⁶¹ ».

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Archives Nationales de l'Outre-Mer (ANOM) 3 RM 105, Fiche matricule d'Edmond Achour. Son séjour au Maroc prend fin, au plus tard, l'année suivante puisqu'il est condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, le 22 octobre 1926, par le tribunal correctionnel de Moulins, dans l'Allier, pour une tentative de vol effectuée le 9 août précédent.

⁵⁶ SHD, 3H248, Courrier en date du 27 juillet 1925, adressé au Directeur de la Sécurité Générale par le Commissaire Adjoint de Casablanca, Durand.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ SHD, 3H248, Courrier en date du 22 août 1925, adressé par le Commissaire Divisionnaire de Rabat Carrieu au Commissaire de la Sûreté Régionale à Fès.

⁵⁹ En l'occurrence, soixante-dix tracts *Lutte des indigènes pour l'égalité du temps de service, contre les brimades, pour une meilleure nourriture et le relèvement du prêt*, quarante-neuf tracts *Brahim tirailleur nord-africain*, vingt-cinq journaux *El Raiat el Hamra*, dix affiches du Parti communiste et des Jeunesses communistes et huit journaux *Le Travailleur international des transports*. SHD, 3H248, rapport n° 1091, en date du 27 février 1928, rédigé par le Commissaire Chef de la Sûreté Régionale de Kénitra. D'autres exemples se trouvent dans les archives militaires françaises.

⁶⁰ SHD, 3H248, Note, sans titre et anonyme, produite par le Service de la Sécurité générale, en date de juillet 1927. Ce type de surveillance réticulaire n'est pas spécifique aux espaces coloniaux, voir Rios-Bordes Alexandre (2018), *Les savoirs de l'ombre. La surveillance militaire des populations aux États-Unis (1900-1941)*, Paris, Éditions de l'EHESS. C'est également une constante puisque dans les années 1950, la police chérifienne a toujours, parmi ses principales missions, la surveillance des menaces anticoloniales : voir Badier Benjamin (2023), « De la police coloniale française à la police nationale marocaine : décolonisation et héritages policiers (1953-1960) », *L'Année du Maghreb*, 30. En ligne, consulté le 8 octobre 2025.

⁶¹ SHD, 3H248, Note, sans titre et anonyme, produite par le Service de la Sécurité générale, en date de juillet 1927.

Cela tend à nuancer l'idée d'une menace communiste provenant de l'extérieur dans les années 1920. Seuls quatre individus sont signalés par les préfets métropolitains comme pouvant être dangereux. Le préfet de la Loire met en garde contre un dénommé Antoine Limouzin, connu comme anarchiste, mais engagé volontaire au sein du 41^{ème} bataillon du Génie. Affecté à Agadir puis à Marrakech, son comportement ne semble poser aucun problème, étant au contraire très bien noté par son supérieur hiérarchique. Le Préfet de la Gironde prévient quant à lui de la venue d'un Roger Carteau, inscrit au carnet B⁶² de son département sans donner davantage d'informations⁶³. Enfin, le préfet du Gard avertit du départ d'Édouard Teston et de son fils vers le Maroc. En 1918, le premier était connu pour être secrétaire du syndicat des Métaux de Bessèges⁶⁴ tandis qu'en 1927, les deux sont connus comme militants communistes. Établis à Khouribga, au sud-est de Casablanca, ils sont surveillés par la police locale qui précise que « jusqu'à ce jour, leurs agissements n'ont donné lieu à aucune remarque défavorable⁶⁵ ». Aucun d'entre eux ne cherche visiblement à nouer des liens avec des individus aux idées avancées :

Jusqu'à ce jour, les quatre individus venus en France ne sont pas entrés en relation avec les communistes surveillés par la Police chérifienne. À la date du 1^{er} mai dernier, aucun lien d'organisation ne réunissait entre elles les diverses personnes déjà domiciliées au Maroc dont les sentiments communistes nous étaient connus⁶⁶.

Par ailleurs, plusieurs militaires suspectés d'être communistes sont en garnison au Maroc. Après la guerre du Rif, d'après les services de surveillance, quatre seulement seraient restés dans l'Empire chérifien. Deux d'entre eux se trouvent à Fès mais dans des régiments différents – le 3^{ème} régiment étranger pour Cunz et le 37^{ème} régiment d'Aviation pour Bouvet. Rien n'indique qu'ils aient des contacts entre eux. Les deux autres sont également très éloignés : Charles Louvet est en poste dans la ville littorale de Casablanca tandis que Paul Methiot se trouve à Ouezzane, ville au nord du protectorat français, près de la zone espagnole.

Si des militants communistes ont bien migré vers le Maroc dans les années 1920, il s'agit donc essentiellement de migrations individuelles ou familiales, à partir de points de départ divers et variés, ce qui rend plus compliquée la structuration d'un collectif ou d'un réseau dans le pays d'accueil ou de transit que représente alors le Maroc. La diversité des statuts des militants – certains sont militaires, d'autres civils – constitue aussi un frein, les contacts entre eux étant peu fréquents, les uns et les autres n'ayant pas les mêmes territoires de référence. Par ailleurs, lorsque la migration est pérenne – lorsqu'il ne s'agit pas d'une mission ou tournée au Maroc, elle semble souvent être synonyme de rupture avec la vie antérieure, bien que les sources de la surveillance soient muettes sur les motivations des militants qui migrent.

La difficile implantation du communisme au Maroc dans les années 1920 semble avoir des causes diverses. Le refus de certains socialistes du Maghreb⁶⁷ d'accepter la 8^{ème} condition de l'Internationale – soutenir les mouvements d'émancipation dans les colonies – et l'importance du sentiment religieux qui éloigne nombre de musulmans d'une organisation athée expliquent que la révolution russe et la III^e Internationale ne se traduisent pas par une vague de conversion au communisme dans l'Empire chérifien. Pour s'implanter et se développer, le communisme a alors besoin d'apports extérieurs. Or, s'il est évident que des individus ayant des idées communistes se rendent au Maroc, pour certains cette migration constitue une rupture avec leur vie antérieure. Certains souhaitent rompre avec leur groupe d'appartenance, n'emportant avec eux aucun objet s'y référant, tandis que d'autres ne retrouvent pas le même cadre social et, *de facto*, doivent mettre en sourdine leurs engagements précédents. La migration permet à l'individu de (re)définir ses objectifs, en s'inscrivant dans un rapport de maintien ou de rupture vis-à-vis de son espace antérieur mais elle peut aussi le contraindre dans ses possibilités. Ainsi, les militants communistes arrivant au Maroc sont confrontés à une recomposition socio-spatiale qui influe sur leur engagement et leurs potentialités d'action. Enfin, la

⁶² Créé en 1886, le carnet B est un fichier de surveillance, élaboré par l'armée, afin de contrôler les activités des personnes soupçonnées d'espionnage ou d'antimilitarisme, Deschodt Jean-Pierre (2010), « La preuve par le carnet B », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 45, pp. 181-193 ou Houte Arnaud-Dominique (2023), « Le carnet B », in É. Fournier et A.-D. Houte, *À bas l'armée !*, Paris, Éditions de la Sorbonne, pp. 69-72.

⁶³ Archives départementales de la Gironde (AD33), 1 R 1607 2282, son registre matricule confirme que Roger Carteau habite Casablanca en 1927.

⁶⁴ Anonyme (2010), « Biographie de Édouard Teston », *Maitron*, URL : TESTON Édouard - Maitron. (consulté le 8 octobre 2025).

⁶⁵ SHD, 3H248, Note, sans titre et anonyme, produite par le Service de la Sécurité générale, en date de juillet 1927.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Au Maroc, la première section de la SFIO (Section Française de l'Internationale Socialiste) voit le jour en 1924 à Casablanca. Au cours de l'entre-deux-guerres, plusieurs sections sont créées.

surveillance et la répression qui s'abat sur les militants révolutionnaires ne facilitent nullement la structuration et le développement d'une organisation communiste.

Claire Marynower considère que la « continuité militante » des Espagnols débarquant en Algérie viendrait recoudre le « fil interrompu par l'émigration⁶⁸ ». Or, les Ibériques émigrent en famille, à partir des mêmes villages du Levant espagnol. Cette migration de maintien – maintien des traditions culinaires, maintien linguistique, etc. – avec le lieu d'origine semble favoriser la reproduction, la continuité de pratiques militantes, ce que l'on n'observe pas dans le Maroc voisin où les migrations de militants s'inscrivent davantage dans une démarche individuelle.

En dépit de cet échec apparent à constituer une organisation structurée, certains militants, parfois d'anciens socialistes qui évoluent progressivement vers le communisme, fondent un courant communiste au sein de la SFIO, conformément aux instructions du Parti à Paris. Ils profitent de l'existence d'un parti implanté précédemment, puisque la SFIO voit le jour en 1924 au Maroc. Ils participent alors activement à l'émergence de mouvements sociaux influencés par le marxisme-léninisme au cours des années 1930, notamment au sein de la CGT. Cela favorise la création d'une section du PCF à Casablanca en 1936. En 1939, le parti communiste est interdit. Quatre ans plus tard est fondé le parti communiste du Maroc, dirigé par Léon Sultan, qui devient à sa mort, en 1945, le parti communiste marocain sous la houlette d'Ali Yata. Le parti a du mal à se pérenniser, écrasé par la prépondérance de l'Istiqlal (parti de l'Indépendance). Une autre difficulté tient à sa faible pénétration des milieux paysans, dans un pays pourtant majoritairement rural.

Stève Bessac-Vaure

Université de Nouvelle-Calédonie, Chercheur associé au Centre d'Histoire « Espaces et Cultures » (UPR 1001)
de l'Université Clermont Auvergne

Bibliographie

- ABASSADE Élise (2021), « Militantes communistes en Tunisie (1921-1963) », thèse, Université Paris-8.
- AISSAOUI Rabah (2009), *Immigration and national identity: North African political movements in Colonial and Postcolonial France*, Londres, I.B. Tauris.
- AYACHE Germain (1996), *La guerre du Rif*, Paris, L'Harmattan.
- BADIER Benjamin (2023), « De la police coloniale française à la police nationale marocaine : décolonisation et héritages policiers (1953-1960) », *L'Année du Maghreb*, 30. En ligne, consulté le 8 octobre 2025. URL : <https://journals.openedition.org/anneemaghreb/12466>
- BESSAC-VAURE Stève (2016), « La République du Rif (1922-1926) : un État indépendant dans le Maroc colonial ? », in A. BERERHI (dir.), *Combats démocratiques et affirmation nationale, Algérie (1900-1962)*, Alger, Chihab éditions, pp. 233-241.
- BESSAC-VAURE Stève (2020), « 1926. Le combat anticolonialiste face à la guerre du Rif », in G. Roubaud-Quashie (dir.), *100 ans de parti communiste français*, Paris, Éditions du Cherche-Midi, pp. 16-17.
- BESSIS Sophie (2019), *Histoire de la Tunisie : de Carthage à nos jours*, Paris, Tallandier.
- BIONDI Jean-Pierre, Morin Gilles (1992), *Les anticolonialistes (1881-1962)*, Paris, Robert Laffont.
- BLUM Françoise, DI MAGGIO Marco, SIRACUSANO Gabriele et WOLIKOW Serge (dir.) (2021), *Les partis communistes occidentaux et l'Afrique. Une histoire mineure ?*, Paris, Hémisphères éditions.
- BOLLENOT Vincent (2025), « Signalé comme suspect ». *La surveillance coloniale en France (1915-1945)*, Paris, CNRS éditions.
- CHOUKROUN Jacques (1985), « Le parti communiste en Algérie de 1920 à 1936. Du Congrès de Tours au Front Populaire », thèse, Université d'Aix-en-Provence.
- COURCELLE-LABROUSSE Vincent et MARMIE Nicolas (2008), *La guerre du Rif, Maroc (1921-1926)*, Paris, Tallandier.

⁶⁸ Marynower C., *L'Algérie à gauche...*, op. cit., p. 28.

- CREMADEILLS Jacques (1975), « Le parti communiste français et le Maroc (1920-1938) », thèse, Université d'Aix-en-Provence.
- DESCHODT Jean-Pierre (2010), « La preuve par le carnet B », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 45, pp. 181-193.
- DÍEZ Paulino (1976), *Memorias de un anarcosindicalista de acción*, Barcelona, Bellaterra.
- DREURE Eloïse (2022), « Moscou-Paris-Alger, naissance et affirmation du Parti communiste algérien (1920-1939) », thèse, Université Bourgogne-Franche-Comté.
- DUSSERRE Aurélia et MARLY Mathieu (2023), « La guerre du Rif. Histoire connectée, mémoires divergentes (1921-2021) », *20^e21. Revue d'histoire*, 158, pp. 3-19.
- GALIÁN Laura (2021), *Colonialism, Transnationalism, and Anarchism in the South of the Mediterranean*, New York, Palgrave MacMillan.
- GASTEUIL Quentin (2021), « Socialistes français et travaillistes britanniques face aux questions coloniales (1919-1939) : une étude comparée », thèse, Université Paris-Saclay.
- GAYFFIER-BONNEVILLE Anne-Claire de (2016), *Histoire de l'Égypte moderne. L'éveil d'une nation (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Flammarion.
- HADHRI Mohieddine (1985), *L'URSS et le Maghreb*, Paris, L'Harmattan.
- HORNISCHER Theresa (2018), « Léo Wanner : une Française des années 1920 et 1930 bien dérangeante », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 129-130, pp. 60-63.
- HOUTE Arnaud-Dominique (2023), « Le carnet B », in É. FOURNIER et A.-D. HOUTE, *À bas l'armée !*, Paris, Éditions de la Sorbonne, pp. 69-72.
- KOULAKSSIS Ahmed (1991), *Le parti socialiste et l'Afrique du nord de Jaurès à Blum*, Paris, Armand Colin.
- LIAUZU Claude (dir.) (2007), *Dictionnaire de la colonisation française*, Paris, Larousse.
- LIAUZU Claude (2010), *Histoire de l'anticolonialisme en France*, Paris, Pluriel.
- LOURO Michele (2020) (ed.), *League against imperialism: lives and afterlives*, Chicago, Chicago University Press.
- MARANGÉ Céline (2016), « Le Komintern, le Parti communiste français et la cause de l'indépendance algérienne (1926-1930) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 131, pp. 53-70.
- MARYNOWER Claire (2018), *L'Algérie à gauche (1900-1962)*, Paris, PUF.
- MONIER Frédéric (1995), « L'apparition du complot communiste en France (1920-1932) : le pouvoir d'État et l'opinion publique face à la Section Française de l'Internationale Communiste dans les années vingt », thèse, Université Paris X Nanterre.
- NAGY Laszlo (1997), « Débuts du communisme en Algérie et en Tunisie : contribution à l'histoire des activités politiques de Charles-André Julien après le Congrès de Tours », *Hespéris Tamuda* (XXXV), pp. 147-152.
- OVED Georges (1984), *La gauche française et le nationalisme marocain (1905-1955)*, Paris, L'Harmattan, 2 tomes.
- PINSOLLE Dominique (2012), *Le Matin (1884-1944). Une presse d'argent et de chantage*, Rennes, PUR.
- RÉZETTE Robert (1955), *Les partis politiques marocains*, Paris, Armand Colin.
- RIOS-BORDES Alexandre (2018), *Les savoirs de l'ombre. La surveillance militaire des populations aux États-Unis (1900-1941)*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- ROSENTAL PAUL-ANDRÉ (1990), « Maintien/rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations », 45-6, *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, pp. 1403-1431.
- RUSCIO ALAIN (2005), « 12 octobre 1925 : grève générale contre la Guerre du Rif », *Les cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 94, pp. 6-11.

- RUSCIO Alain (2019), *Les communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance (1920-1962)*, Paris, La Découverte.
- SIBEUD Emmanuelle (2005), « La gauche et l'empire colonial avant 1945 » in J.-J. BECKER et G. CANDAR, *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, pp. 341-355.
- SIVAN Emmanuel (1976), *Communisme et nationalisme en Algérie (1920-1962)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques.
- THOMAS Martin (2008), *Empires of intelligence. Security services and Colonial disorder after 1914*, Berkeley, University of California Press.